

# **Appel à amendements**

nouveau livre collectif Utopia

## **« Culture de la Paix »**

Partie idées reçues

# L'appel à amendements

## Rappel du processus engagé :

En 2021, l'Université d'Été du Mouvement Utopia, sur proposition de la commission Culture de la Paix, a adopté la perspective d'un nouveau livre collectif intitulé « Culture de la Paix, idées reçues et propositions ».

La commission « Culture de la Paix », après de nombreuses séances de travail, a présenté l'avancée de ses travaux lors des différents bureaux de 2022 et lors de la dernière université. Compte tenu de la grande qualité du travail fourni, il a été décidé de lancer le processus d'amendements.

*A noter : il s'agit d'un premier travail sur la partie idées reçues.*

*C'est bien cette partie qui est soumise à amendements.*

*La seconde partie sur les propositions est en cours de validation et sera soumise à amendements ultérieurement.*

Mille mercis et un grand bravo à la commission de travail « Culture de la Paix » qui a travaillé de façon intense pendant plusieurs mois pour présenter cette première version de la partie idées reçues.

## Les amendements, mode d'emploi :

L'appel à amendement est donc officiellement lancé !

**Chaque utopien a jusqu'au 5 mai 2023 à midi pour formuler des amendements.**

## Les règles à respecter :

- ⇒ **Les amendements** doivent porter exclusivement sur le fond du texte (les amendements de formes ne seront pas examinés ni les commentaires).
- ⇒ **Tous les amendements « de fond » peuvent être acceptés** (amendements de modification des textes actuels, amendements de suppressions ou d'ajouts de nouvelles idées reçues).
- ⇒ **Forme des amendements** : Ils ne doivent pas être rédigés en format « suivi de modification » mais bien de la façon suivante : page xx, paragraphe xxx, ajouter / supprimer / remplacer, etc...
- ⇒ **Les amendements sont à envoyer** à [ideologie@mouvementutopia.org](mailto:ideologie@mouvementutopia.org), [jeanpierre.hardy@mouvementutopia.org](mailto:jeanpierre.hardy@mouvementutopia.org), [franck@pupunat.org](mailto:franck@pupunat.org).

***Les amendements seront ensuite « triés » par une commission du débat. Tout membre d'Utopia peut être volontaire pour en faire partie, merci de l'indiquer via les adresses mails ci-dessus.***

Bon travail à toutes et tous,  
Amitiés utopiennes

Le Bureau d'Utopia

# **Idées reçues**

**IR 01 – L’homme est un loup pour l’homme.**

**IR 02 – Vivre en paix, cela dépend de chacun d’entre nous.**

**IR 03 – Chaque Etat est libre de choisir la paix.**

**IR 04 – La paix, c’est une affaire de faibles et de naïfs.**

**IR 05 – Si on laissait plus de pouvoir aux femmes, il y aurait moins de violence.**

**IR 06 – Si tu veux la paix, prépare la guerre.**

**IR 07 – Si on fait la guerre, c’est pour leur bien.**

**IR 08 – Les organisations internationales sont là pour garantir la paix.**

**IR 09 – Une bonne guerre, ça leur ferait du bien !**

**IR 10 – L’homme est incapable d’inscrire la paix dans la durée.**

**IR 11 – La démocratie est le seul régime qui puisse être véritablement considéré comme facteur de paix.**

## IR 01 - L'HOMME EST UN LOUP POUR L'HOMME

L'expression initiale exacte est « Quand on ne le connaît pas, l'homme est un loup pour l'homme » . Elle a été énoncée par l'auteur latin Plaute dans « La Comédie des Ânes, vers 195 av. J-C . Plaute évoquait alors la peur de l'inconnu et non la violence des humains mais dans l'acceptation générale, cette idée reçue participe de l'idée que les hommes sont incapables d'entretenir des relations sans agressivité les uns envers les autres.

C'est à partir de ce postulat « L'homme est un loup pour l'homme » que le philosophe T. Hobbes a bâti sa théorie du Léviathan (1651). Celle-ci décrit l'état primitif de l'Homme comme un état de « guerre de tous contre tous », dominé par la bestialité des rapports.

Au siècle suivant, cette approche alimente la réflexion du philosophe Jean-Jacques Rousseau quant à l'état naturel de l'Homme avant la naissance des sociétés étatiques. Pour T. Hobbes, donc, l'Homme est naturellement mauvais et la mise en place d'un tiers, le Léviathan – d'une certaine façon l'État - permettra de cadrer et de réguler cette violence. ; à contrario, pour J. J. Rousseau, l'Homme est naturellement bon et c'est la société qui le pervertit.

Le sujet est donc en débat permanent, notamment entre les approches anglo-saxonnes et les approches « rousseauistes », et les neurosciences, même s'il ne s'agit pas de jurer que par elles, nous apporteront peut-être de nouveaux éclairages quant à l'existence ou non d'un siège de la violence dans notre cerveau et de la façon dont peut s'en organiser la gestion.

Si l'on peut attribuer à l'Homme sa capacité à exercer toutes formes de violences envers ses congénères, cela ne signifie pas la même chose à travers l'Histoire. Une lecture plus récente révèle que la violence s'exerce particulièrement depuis l'époque moderne. Esclavage, génocide des Indiens d'Amérique, colonialisme, Shoah : la création de la notion d'État aurait généré l'art de déshumaniser l'Autre pour le déposséder et l'anéantir. Ainsi, l'Homme est incité à exprimer sa violence sous toutes ses formes, physiques ou psychologiques et au sein de toutes les structures sociales : violence de l'État, au sein de l'entreprise, du monde de l'éducation, de la cellule familiale...

Mais accepter cette idée reçue pour acquise, c'est renoncer à une autre vision ou à une autre réalité de l'Homme. D'autres penseurs définissent autrement la nature de l'Homme

D'après Thomas d'Ansembourg, « la violence est l'expression de la frustration de notre nature ; nous avons absolument besoin de respecter notre nature, et de respecter qui nous sommes vraiment, notre sensibilité, notre délicatesse, notre force, notre fantaisie, notre fragilité et en cela des approches comme la communication non violente sont salutaires parce qu'elles sont claires, précises, rigoureuses [...] . Quand je connais bien ma nature et que je la respecte, j'ai des clés pour comprendre la nature de l'autre, de l'humain et de le respecter »

Karl Marx parlait de la libération de l'homme au sens de l'humanisme mais, de façon plus actuelle, se rapprocher du vivant est aujourd'hui invoqué pour se rapprocher de notre humanité. En se réconciliant avec le vivant, en faisant preuve d'humilité quant à notre place dans le système Terre, nous organiserons un rapport au monde en rapport avec notre véritable nature.

Des études démontrent qu'il n'y a pas de fatalité à notre recours à la violence. D'autres, que plus on reçoit de l'empathie, plus on sécrète de l'ocytocine, molécule de l'empathie, de l'affection, de l'amour, de la coopération, de l'altruisme. Ainsi, certains affirment que traiter les enfants, dans ce sens, avec bienveillance, changera l'avenir de l'humanité.

Alors non, l'homme n'est pas un loup pour l'homme. La violence est un cercle vicieux qui nie et annule son humanité. Elle se nourrit de bons nombres des souffrances que les hommes se font subir les uns aux autres : les inégalités, la mise en concurrence, l'exclusion, la domination ...

## IR 02 - VIVRE EN PAIX, CELA NE DÉPEND QUE DE NOUS

Spontanément, on pourrait affirmer qu'il ne tient qu'à nous de vivre en paix avec les autres, en contrôlant notre propre agressivité. Et si certains semblent moins doués que d'autres pour cela, des outils peuvent être mobilisés, (tels que la gestion non violente des conflits, par exemple), pour apprendre à éviter d'alimenter les conflits inter-personnels et vivre en paix. En ce sens, « La Paix, ça s'apprend ! », comme l'écrivent Thomas d'Ansembourg et David Van Reybrouck.

Dans un monde fortement compétitif ou la nature humaine semble nous pousser à céder à la facilité en réglant les conflits par la violence, il nous appartiendrait donc d'essayer avant tout d'être en paix avec soi-même. Réussir à définir ce qui est bien pour nous, ce qui nous fait du bien, qui nous épanouit et nous permet de nous réaliser, nous permettrait ainsi d'être « aligné » avec nous-mêmes. En évitant de vivre des frustrations majeures, nous n'aurions pas à les compenser par la violence ou l'agressivité.

Mais cette solution se heurte au fait que l'Autre ne se présente pas nécessairement à nous dans les mêmes dispositions. Si malgré toute notre bonne volonté, l'Autre fait preuve d'hostilité, alors l'harmonie souhaitée sera mise en danger. Parce que guerre et paix, conflit et harmonie, sont une question d'interactions et ne répondent pas à une approche unilatérale de l'agressivité, vivre en paix ne dépend pas seulement de la maîtrise de soi.

Par ailleurs, le citoyen fait partie d'une collectivité qui le dépasse et, même en démocratie, l'individu n'a qu'une influence très faible sur les questions de guerre ou de paix nationale. Ces sujets majeurs sont si sensibles qu'ils demeurent très difficiles d'accès dans leur globalité, souvent cachés sous le sceau du « Secret Défense » et se concentrent alors dans les mains du seul exécutif. Échappent ainsi quasiment à tout contrôle citoyen les questions des interventions militaires hors de nos frontières, les stratégies de ventes d'armes ou la gestion du nucléaire aussi bien civil que militaire. Vivre en paix dans le cadre national, cela ne dépend donc pas réellement de chacun d'entre nous.

### IR 03 – CHAQUE ETAT EST LIBRE DE CHOISIR LA PAIX

Rares sont les États qui ont délibérément choisi de renoncer à la guerre en affichant leur neutralité. Selon Tomas Ries, la neutralité est un équilibre entre promesse et demande : il s'agit de « l'effort, pour un État, de se tenir à l'écart des conflits impliquant d'autres puissances. Un effort de quid pro quo [un échange de bons procédés] entre une promesse de ne soutenir aucune partie en conflit et une demande de ne pas être attaquée, avec l'espoir que cette demande sera respectée ».

Ils ne sont que neuf aujourd'hui, les pays à être reconnus comme pays neutres et cette liste peut même prêter à débat. Car, autant la notion de non-alignement pouvait se concevoir dans le monde bipolaire de la Guerre Froide, autant nous pouvons aujourd'hui nous interroger sur le sens que peut prendre cette neutralité dans notre monde désormais multipolaire. La neutralité d'un État est-elle l'expression d'une véritable politique de non-violence, voire d'une culture plus globale de la paix ou est-elle teintée d'un certain opportunisme politique ou économique ? Entre neutralité de droit, de fait, perpétuelle ou occasionnelle, la notion a toujours été à géométrie variable, et l'entrée dans la neutralité s'est écrite pour chaque pays concerné en fonction de son histoire et d'un contexte géopolitique donné. La Suisse et le Costa Rica semblent aujourd'hui pour certains assez représentatifs de ce que pourrait être une démarche globale de non violence militaire et environnementale. Pour d'autres, il s'agissait surtout de ne pas risquer une partition Ouest-Est (Autriche) ou de subir les foudres de la Russie en cas d'un rapprochement risqué avec le bloc libéral occidental (Moldavie, Turkmenistan). Par ailleurs, la neutralité des pays scandinaves (Finlande, Suède) interpelle les observateurs quand, inquiets de la politique extérieure de la Russie, ils se mettent par exemple à participer à des manœuvres militaires de l'OTAN.

Exceptionnelle en nombre, et ambiguë dans ses objectifs comme dans ses modalités, la neutralité – et donc la paix – est donc rarement choisie par les États.

Est-ce parce que, à minima, la violence défensive se justifierait comme moyen d'atteindre une paix plus juste ? Même si la non-violence, prônée par des leaders comme Martin Luther King aux USA ou Gandhi en Inde, a pu jouer un rôle dans le succès des mouvements de lutte contre l'apartheid et pour l'indépendance, les actions violentes ont accompagné ces mouvements et la résistance armée s'est révélée un facteur indispensable dans l'issue de ces contestations. P. Gelderloos explique ainsi que la stratégie initiée par Gandhi n'a été que complémentaire d'une résistance « les armes à la main » animée notamment par des leaders comme Chandrasekhar Azad et Bhagat Sing. De la même manière, concernant la guerre du Vietnam, les actions des mouvements pacifistes ont pu certes « travailler l'opinion » et ainsi contribuer à peser sur la fin du conflit, mais « le retrait des troupes au sol...peut très clairement être attribué à deux facteurs : la résistance violente, opiniâtre et efficace des Vietnamiens... ; et la résistance armée et souvent meurtrière des troupes états-uniennes sur le terrain, engendrée par la démoralisation face à la violence bien réelle de l'ennemi, et par l'activisme politique émanant du mouvement de libération noir qui se développait à la même période ».

Par ailleurs, les efforts de paix des États sont contrecarrés par la culture historique de l'ennemi, fruit de « La fabrication de l'ennemi » pour reprendre le titre de l'ouvrage de Pierre Conesa. La guerre est sacralisée dans une majorité de sociétés ; elle est fêtée et on en entretient le souvenir, que l'on ait été vainqueur ou vaincu ; les hommes d'armes participent à l'élaboration de la structure sociale et en constituent une partie de l'aristocratie. Ce rapport d'hostilité peut être réveillé soit dans un cadre et pour des raisons géopolitiques (désir d'expansionnisme, défense d'intérêts stratégiques, militaires ou économiques), soit dans un contexte de politique intérieure (leader malmené souhaitant reconquérir l'opinion par une politique extérieure agressive). Le cadre conflictuel est en effet ainsi posé et il s'agit alors plus que de construire la légitimation de l'usage de la force armée.

Il arrive régulièrement que des conflits soient alimentés par l'existence d'alliances militaires, indépendamment de la volonté propre de chacun des États qui la composent. Dans l'histoire récente,

deux blocs « référentiels » d'alliances se sont notamment créés dans le contexte de la guerre froide, l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Les périodes de décolonisation politique se sont trouvées être également le bon moment pour lier les deux parties par des accords de partenariat commercial ou de défense. Quoique l'on puisse penser de la fameuse « Françafrique » et du néocolonialisme économique dans son ensemble, l'on peut constater que la France a ainsi des accords d'assistance militaire technique avec une quinzaine de pays d'Afrique - Maghreb et Afrique subsaharienne – et des accords de défense avec huit autres. Ceci ne présage d'ailleurs en rien des interventions armées potentielles quand on sait par exemple que les interventions quasi continues au Tchad ne font l'objet d'aucun accord bilatéral entre le Tchad et la France.

## IR 04 - LA PAIX, C'EST UNE AFFAIRE DE FAIBLES ET DE NAÏFS

Cette idée reçue associe la paix à la faiblesse et dans son opposition, la guerre à la force. Les faibles sont ceux qui ne savent pas se défendre ; la naïveté se définit comme excès de crédulité, vision positive et optimiste de la nature humaine et est bien souvent attribuée aux « faibles », à ceux qui ne perçoivent pas les mécanismes du monde tel qu'il est. Par ailleurs, le faible désigne aussi souvent l'homme qui manque de virilité. L'homme faible n'est pas un homme.

Pour ce qu'elle représente, la virilité est la qualité maximale du masculin. A partir du XIXe s. , c'est l'idéal masculin incarné par la force physique, morale et sexuelle. La notion naît sous l'Antiquité grecque et se définit comme telle : l'homme est un être combattant qui sait supporter la douleur et enfanter (dans le sens de procréer)

A travers les siècles, cette représentation perdure, mais des changements apparaissent. La chrétienté introduit la question de l'amour, le Moyen-Age invente la courtoisie. L'homme courtois dévoile sa fragilité, mais n'en reste pas moins un combattant. La virilité s'accorde alors à la coquetterie, au plaisir de la délicatesse.

Jusqu'à la fin du XXe, culturellement, ce modèle est prédominant. Devenir viril est un processus d'intériorisation de normes qui génère le rejet du faible, développe un sentiment de supériorité qui s'exerce par la force. L'idéal masculin au XIXe s. est celui du guerrier qui meurt au combat. Ne pas posséder les marques de la virilité est jugé par la société : un homme ne doit jamais faiblir, il est toujours vaillant<sup>1</sup>. Glorifier la guerre s'inscrit dans ce registre.

Vouloir la paix, c'est sans aucun doute avoir une autre idée des rapports sociaux, différent du rapport binaire dominant / dominé.

Les premiers mouvements pour la paix, promus par les hommes, sont nés au lendemain d'états de guerre. Différents types de manifestations humaines expriment le refus du recours à la guerre. Le déserteur, l'objecteur de consciences s'opposent à l'injonction faite aux hommes d'aller au combat. La non-violence, doctrine qui préconise de ne pas recourir à la violence pour résoudre les conflits, instaure un rapport de force différent, à travers la mise en œuvre de moyens de pression de nature politique, économique ou culturelle. Si les figures majeures en sont Mohandas Gandhi (1869-1948) pour la libération de l'Inde et Martin Luther King (1929- 1968), pour la défense des droits civiques des Noirs Américains, cette approche a évolué tout au long du XXe s. et se révèle en ce début du XXIe comme recours essentiel face aux injustices. La résolution du 15 juin 2007 (A/RES/61/271) de l'Assemblée générale des Nations Unies affirme la pertinence universelle du principe de non-violence dans son objectif de favoriser une culture de paix, de tolérance, de compréhension et de non-violence.

L'usage de la violence, c'est la force des faibles.

Être faible est un abus de langage, car en fait, c'est simplement ne pas vouloir dominer. Différentes formes d'organisations politiques explorent de nouveaux modes d'exercice du pouvoir. Par exemple, la sociocratie est un mode d'organisation du pouvoir où celui-ci est exercé par l'ensemble d'un groupe social. Le mode de prise de décision et de gouvernance permet à une société, une entreprise, une organisation... de se comporter comme un organisme vivant et de s'auto-organiser<sup>2</sup>.

Compte-tenu de la dimension politique à prôner le recours à la non-violence et de la volonté de privilégier la paix à la guerre, il est difficile de continuer à penser que vouloir la paix est angélique et naïf. L'intention pourrait être de passer de la peur de l'Autre à la curiosité de l'Autre et de se connecter à notre intelligente émotionnelle.

Non, la paix n'est pas une affaire de faibles et de naïfs. C'est l'affaire d'une société qui décide de définir ses propres valeurs sur la base de la culture de la paix en lieu et place de la culture de la guerre, cette culture que nous cultivons sans en avoir conscience.

## **IR 05 - SI ON LAISSAIT PLUS DE POUVOIR AUX FEMMES, IL Y AURAIT MOINS DE VIOLENCE**

Cette affirmation suppose que, par nature, les femmes ont moins recours à la violence que les hommes pour exercer le pouvoir et qu'elles auraient par conséquent la capacité de développer une société pacifiée. Cette affirmation nous contraint à inscrire notre pensée dans une approche genrée.

Dans l'appréciation genrée du monde, on tient pour acquis une certaine définition du « féminin » établissant que la femme est douce et ne peut par conséquent avoir recours à la violence. De plus compte-tenu de l'impossibilité de se représenter la violence féminine et d'une certaine idéalisation du rôle social attribué aux femmes, la mère, « la femme civilisatrice », garante des bonnes mœurs, est inévitablement pacifiste.

Aujourd'hui, quelles conséquences le fait que la femme soit moins violente par nature ou par conditionnement culturel peut-il avoir dans l'exercice du pouvoir ?

S'il y avait un choix à faire, une femme devrait-elle se reconnaître de même nature que ses congénères masculins et donc revendiquer le droit à exprimer le même degré de violence ? Ou bien devrait-elle prendre conscience de cette différence construite artificiellement, en reconnaître les qualités et les limites, et faire ainsi bénéficier la société dans son ensemble d'une relation différente à l'Autre, d'une autre façon d'aborder les différences, les conflits et la notion de consensus ?

Selon les sources et les personnalités observées, la réponse est loin d'être unanime.

Arrivées au pouvoir, certaines femmes revendiquent ouvertement la différence avec leurs prédécesseurs masculins. C'est le cas de Michelle Bachelet, présidente du Chili de 2006 à 2010 et de 2014 à 2018, qui est persuadée que les femmes abordent le mandat politique dans sa fonction première, celle d'une mission au service du pays et de ses concitoyens, le reproche étant fait à ses collègues masculins de rechercher le pouvoir pour le pouvoir. L'exercice même du pouvoir, la méthode de travail, semblent également différents pour Maria Teresa Fernandez de La Vega, numéro deux du gouvernement espagnol de 2004 à 2010 qui reconnaît le poids de son éducation dans la faculté d'être à l'écoute, d'avoir le sens du partage et une habileté plus fine dans la résolution des conflits. Lorsque l'on pense à une certaine Mme Thatcher, première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990, évoluant il est vrai à une époque antérieure, on se rappelle plus facilement la main de fer que le gant de velours. Si certaines parviennent à allier douceur et fermeté, comme Tarja Halonen, présidente de la Finlande de 2000 à 2012, lorsqu'elle dût se battre sur les dossiers du nucléaire ou de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, d'autres n'ont rien à envier à leurs homologues masculins lorsque l'on pense, outre la « Dame de fer » déjà évoquée, à Mmes Pelosi, Galley, Lauvergeon, Drew ou Alvarez <sup>3</sup>

Tout ceci montre bien qu'il s'agit désormais d'en finir avec ces supposées qualités spécifiques de l'un ou l'autre sexe. La quête du pouvoir politique ou entrepreneurial demeure un terrain d'affrontement, de compétition, qui implique beaucoup d'habileté, de manipulation quand on ne fait pas appel au chantage ou à la trahison.

La femme moderne, décomplexée, ambitieuse, désormais en première ligne, a fracassé l'image traditionnelle de la féminité. La non-différenciation des sexes dans l'espace public est devenue une réalité de l'époque.

L'approche dite « différentialiste » qui perdure encore, vise, avec de plus en plus de retard sur son temps, à enfermer aussi bien les hommes que les femmes dans des stéréotypes de comportement – douceur d'un côté et agressivité de l'autre – extrêmement pesant pour ceux qui auraient tendance à s'en écarter. Il apparaît bien cependant que les femmes et les hommes de ce siècle se sont lassés d'être cantonnés à jouer de façon stéréotypée de leur féminité ou de leur virilité.

L'exercice du pouvoir et la relation à la violence semblent n'être finalement qu'une affaire de personnalité, traduisant culture et éducation. On ne peut donc pas affirmer que si on laissait plus de pouvoir aux femmes, il y aurait moins de violence.

## IR 06 - SI TU VEUX LA PAIX, PRÉPARE LA GUERRE

« Si tu veux la paix, prépare la guerre » est une locution latine, tirée du livre de stratégie militaire du romain Végèce datant de fin du IV<sup>e</sup> / début Ve. Elle souligne l'importance de préparer ses actions militaires pour ne rien laisser au hasard ou à la supériorité numérique. Il faudrait donc disposer en permanence d'une force de dissuasion de façon à être toujours prêt à se défendre. C'est la base du concept de paix armée. Mais pour certains, chercheurs, philosophes, penseurs du pacifisme, la paix peut avoir une existence propre qui va au-delà d'un vocabulaire du quotidien où l'on parle concorde, quiétude ou sérénité. La paix n'est pas une pause entre deux états de guerre mais une approche politique que les pacifistes notamment visent à porter de façon absolue.

### **L'illusion de la paix armée.**

De quelle paix parlons-nous vraiment quand celle-ci n'est en fait qu'un état de guerre potentielle, latent, où les logiques de peur et de violence psychologique dominent ? La guerre en Ukraine, enclenchée par Vladimir Poutine le 24 février 2022, montre au moment où nous écrivons ces lignes, combien les notions de négociation, de bras de fer, de dissuasion semblent sur le papier avoir leur importance tout en paraissant être dérisoires. Car toutes ces approches ne sont-elles là que pour gagner du temps ? Qu'en est-il en effet quand l'agresseur piétine allègrement toutes les règles du jeu guerrier, et surtout quand ce jeu n'en n'est pas un quand on parle d'utilisation d'armes chimiques ou de risque d'hiver nucléaire, dans un contexte environnemental qualifié lui aussi de risque majeur ? Ces menaces terrifiantes constituent-elles les signes précurseurs d'une victoire globale de la folie guerrière de l'humanité avec ses déclinaisons commerciales, idéologiques ou militaires ou pouvons-nous espérer dans une contre-proposition qui pourrait à terme « renverser la table » ?

### **La paix inconditionnelle, pour une autre définition de la paix.**

Les notions de paix positive (Johan Galtung<sup>4</sup>), d'amitié entre États (Alexander Wendt), de sécurité humaine (Programme des Nations Unies pour le développement), de commission de justice de réconciliation (Desmond Tutu) participent à la clarification nécessaire des notions de violence et de conflit qui sont le quotidien des relations humaines.

Ce qui se joue ici, entre conflit et violence, entre paix et guerre, c'est la prise en compte de la complexité des émotions qui nous habitent – souffrance, haine, peur, humiliation, confiance, défiance... -, la nécessité de comprendre l'ensemble de ces dynamiques et de mettre en place les innovations sociales, juridiques ou techniques qui émergeront de ces zones en tension.

Les mouvements pacifistes qui ont émergé au XIX<sup>e</sup> s. portent une pensée et montre une voie qui sont toujours à l'ordre du jour et contiennent notamment comme idées principales :

- « Discréditer l'idée de guerre auprès de l'opinion publique »<sup>5</sup>
- Évaluer le coût des dépenses de guerre afin de développer un argumentaire financier
- Développer la solidarité entre les nations
- Fonder la paix sur une organisation juridique du monde : « il n'y a de paix véritable que sous le règne du droit<sup>6</sup> et instaurer la notion de droit dans les relations entre les nations
- Choisir le droit au lieu de la force
- Plaider pour l'arbitrage international<sup>7</sup>
- Créer des institutions internationales pour défendre le droit et la justice
- Militer en faveur du désarmement

Bien comprendre l'intention des mouvements pacifistes apporte une contre-argumentation « définitive » à l'adage « si tu veux la paix prépare la guerre ». Il s'agit d'adopter un point de vue politique qui a pour objectif de mettre en place une culture de la paix et de porter une nouvelle parole universelle « **Si tu veux la paix, prépare la paix** ».

## IR 07 - SI ON FAIT LA GUERRE, C'EST POUR LEUR BIEN

Sur une telle affirmation, chaque mot à son importance et la formule demande à être décortiquée et analysée dans le détail. Qui est ce « On » qui nous parle et qui sont ces « Leur » dont nous parlons ? Fait-on la guerre pour attaquer un État ou pour défendre une population ? Ce « bien » est-il un bien au sens de défenseur d'intégrité, utile, ou avantageux ou s'inscrit-il dans une dimension morale voire idéologique (le Bien contre le Mal) ? Au final, qui tire les marrons du feu d'une guerre dite « juste » ?... Le sujet est vaste et concerne la notion d'ingérence et la façon dont les grandes puissances peuvent intervenir militairement pour défendre des intérêts économiques et géopolitiques sous couvert de cause humanitaire.

### **Le droit d'ingérence : affirmer la souveraineté des États et pouvoir d'y déroger**

La Charte des Nations Unies adoptée le 26 juin 1945 confère à la paix une valeur suprême et confirme la souveraineté des États, c'est-à-dire la règle de non-ingérence dans les affaires intérieures des États souverains.

Cependant, le Conseil de sécurité se réserve le droit d'intervenir lorsqu'il juge que des tensions locales peuvent prendre des proportions risquant de porter atteinte à la paix et à la sécurité internationale (cf. chapitre VII de la Charte)

La notion d'ingérence contient donc à la fois dans son cadre juridique, légal, celui de la « souveraineté des États », et le moyen d'y déroger – contexte, circonstances, instances de décision l'autorisant -.

Conceptualisé en 1979, le droit d'ingérence, permet à une ou plusieurs nations de violer la souveraineté nationale d'un autre État, dans le cadre d'un mandat accordé par une autorité supranationale.

Le droit d'ingérence « géopolitique » et, dans les faits, l'ingérence humanitaire armée font leur apparition, selon les observateurs, au Kurdistan irakien, en avril 1991, ou lors de l'opération " *Restore Hope*" menée en Somalie à partir de la fin 1992. L'intervention armée permet alors la mise en œuvre « sécurisée » de l'aide humanitaire.

### **Constituer un faisceau d'ingrédients afin d'orienter le sens de l'histoire : la manipulation des populations**

Les parents n'hésitent pas à user du bien connu « C'est pour ton bien ! » quand ils sont à bout d'arguments pour forcer leurs enfants à agir dans le sens qui leur convient. Un peu de chantage psychologique ou de violence physique ne nuit pas. Il en va de même pour les « petites » nations ou leurs populations, mais l'arrogance reste le mot-clé des démocraties occidentales quand il s'agit de savoir ce qui est bien pour le monde en termes d'idéologie, de modèle politique, économique, culturel, de mode de vie. Ces États s'arrogent le devoir d'intervenir militairement car certaines d'entre elles se considèrent comme une sorte « d'avant-garde éclairée »<sup>8</sup> qui va permettre à d'autres d'évoluer dans le sens du respect des droits de l'homme et des avancées sociales.

Tous les moyens sont bons pour atteindre leurs buts, car la violence s'habillerait alors d'une vertu émancipatrice, notamment celle de pouvoir accéder à la démocratie, pour valider une guerre « juste » auprès de l'opinion.

Il s'agira de ne pas faire la guerre au peuple pris dans son ensemble, mais à une ou plusieurs parties. A un dirigeant qui ne convient pas ou plus, généralement qualifié de dictateur (Irak, Libye) ; à une rébellion qui déstabilise le pouvoir en place, cette fois-ci reconnu par tout ou partie de la « communauté internationale » (Syrie) ; ou encore à des belligérants ayant installé un climat de guerre civile dont « on » aimerait orienter l'issue (Yémen). Cf IRSEM<sup>9</sup>

Mais attention, soyons prudent, car en face des intervenants, il pourra y avoir des « enfants » plus fûtés, plus curieux ou plus cultivés que prévus. Pour assurer le coup, il va falloir affûter ses

arguments. Pour valider le principe d'une intervention ou accélérer sa mise en œuvre, pour créer l'urgence en quelque sorte, il va falloir trouver les bons chiffres ou le bon angle, trouver des faits voire en inventer, créer des émotions suffisamment fortes et profondes, générer des fantasmes de tous ordres et s'appuyer sur les relais d'opinion, les marqueurs d'ennemi comme l'exprime Pierre

Conesa 10 (cf Bokassa, Timisoara, Benghazi).

La sémantique sera bien pratique quand il s'agira de « ne pas accepter l'inacceptable, ni justifier l'injustifiable, punir, sanctionner... arrêter un « nouvel Hitler ... », refuser un « nouveau Munich », être fidèle à nos valeurs... ».11

### **Conclusion : le leurre du leur**

Nous pensons y voir plus clair désormais quant à l'identification du « *leur* » dans « Si on fait la guerre c'est pour « *leur* » bien. ». Élités et oligarques de quelques États surpuissants continuent à bien travailler pour défendre prioritairement leurs propres intérêts.

Pour leurs concitoyens, il y aura bien quelque « ruissellement de richesse » à la marge – le maintien d'une certaine sécurité et l'illusion d'un modèle de société immuable – mais pour les populations envahies, la question n'est même pas là. Car le but recherché dans une démarche de non-ingérence ne serait-il pas celui de l'autonomie des peuples, de leur capacité à prendre leur destin en main – cf. les printemps arabes - sans que, dès que cela bouge un peu trop au gré des puissants, ceux-ci se permettent d'intervenir en refixant les éternelles règles du « Je ».

## **IR 08 - LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES SONT LÀ POUR GARANTIR LA PAIX**

La création de L'ONU, après la 2ème guerre mondiale, a été ressentie par l'opinion publique internationale avec un grand soulagement et comme un immense progrès. Portée sur les fonds baptismaux par les Alliés vainqueurs des puissances de l'Axe, elle était dotée d'une Charte lui offrant les moyens d'agir, avec un double exécutif en la personne d'un Secrétaire Général doté de pouvoirs propres et d'un Conseil de sécurité à même d'adopter des résolutions contraignantes et disposant de la capacité d'intervenir directement par la voie militaire pour rétablir la paix dans le cadre du chapitre VII de la Charte. Il était légitime alors de croire que l'ONU ne serait pas une nouvelle SDN impuissante à garantir la paix.

Avec plus de 60 opérations de maintien de la paix depuis 1948, le bilan n'est pas négligeable. L'augmentation du nombre de Casques bleus au tournant de la fin de la guerre froide - 11 000 à 75 000 entre 1989 et 1994 – est symptomatique des tensions de l'époque et les interventions sont devenues par ailleurs beaucoup plus complexes voire ambitieuses. Il s'est en effet agi d'imposer la paix dans le cas de l'ex-Yougoslavie, de la Somalie ou du Rwanda et même pour l'Organisation d'administrer des pays aspirant à l'indépendance après des guerres très dures et des structures étatiques inexistantes : ce fut le cas au Kosovo et au Timor Oriental.

Ce bilan reste néanmoins très contrasté principalement pour deux raisons.

### **Le constat d'un sentiment d'impuissance comme le montre la légèreté de certaines déclarations ou prises – ou non – de décisions de l'ONU.**

A titre d'illustration exemplaire, la tragédie de Srebrenica\* a offert à l'opinion publique l'image d'une institution impuissante, incapable de protéger les populations et quasi complice d'un crime de guerre.

Et par ailleurs :

1973. L'ONU reste muette sur le coup d'État de Pinochet soutenu par les États-Unis et la répression au Chili qui s'en est suivie.

1989. Après Tien An Men, le Secrétaire Général Javier Pérez de Cuéllar se déclare « préoccupé » par les événements, ajoutant que " le gouvernement chinois doit observer la plus grande retenue".

1999. En Russie, alors qu'une guerre terrible frappe la population tchétchène, le message de l'ONU, porté par Kofi Annan sera seulement d'annoncer une aide aux réfugiés et "d'épargner les civils".

### **L'application récurrente du « deux poids - deux mesures »**

Même lorsque se jouent des événements majeurs, nous ne pouvons que constater que la Charte des Nations unies interdit toute interférence dans les affaires intérieures des pays membres et en particulier celles des États membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, possesseurs du droit de veto. Ceux-ci ont toute latitude pour agir comme ils l'entendent. Ils négligent, contournent et manipulent à leur convenance le droit et les institutions.

États-Unis et Russie (et l'URSS avant elle) usent et abusent du rapport de force et du droit de veto. Plusieurs opérations militaires, toutes de grande ampleur illustrent ce propos.

Guerre de Corée : lorsque les Nord-Coréens ont déclenché la guerre en 1950, les Américains ont habilement exploité

l'absence de l'URSS qui boycottait le Conseil de Sécurité pour arracher une décision d'intervention militaire qui fut américaine à 88% des effectifs et qui aurait pu déboucher sur l'emploi de l'arme nucléaire.

Kosovo : en 1998, confrontés au veto de la Russie, les États-Unis sont entrés en guerre contre les

Serbes au Kosovo, avec leurs alliés britanniques et français, sans mandat de l'ONU.

Irak : par deux fois, les États-Unis se sont engouffrés dans la guerre, en 1990 sur la base de recommandations provisoires, non abouties, puis mensongères et de façon éhontée en 2003.

Syrie : la Russie aura systématiquement opposé son veto à toute résolution pouvant aider à mettre un terme à l'insoutenable répression qui a suivi les premières manifestations pacifiques à Deraa.

Conflit israëlo palestinien : arrêté dès le départ, ce conflit n'aurait jamais dû dégénérer en guerre civile. Les multiples résolutions du Conseil de Sécurité sont en effet presque toutes restées lettre morte et de constants veto des États-Unis ont suffisamment démontré aux Israéliens qu'ils pouvaient poursuivre la colonisation sans risque d'être inquiétés.

### **En conclusion, l'ONU nous garantit-elle la paix ?**

La Fontaine aurait su répondre à la question... « c'est selon » mais, même si l'on en voit les limites, nous pouvons affirmer que l'inexistence d'une telle Organisation ne ferait qu'aggraver les tensions internationales et la non-résolution des conflits. L'analyse d'opérations réussies contribue à des propositions pour l'élaboration d'une culture de la paix. Par ailleurs, nous devons défendre la légalité internationale incarnée par l'ONU – et par ses organisations « filles » UNICEF, UNESCO, FAO, OIM... - et il sera important de trouver des solutions afin de lever certains freins qui entravent son action.

*\*rappeler le contexte de Srebrenica en note bas de page*

*\*\* A actualiser dans le contexte ukrainien : rencontres Guterres/Poutine le 26 avril 2022 à Moscou et autres rencontres à suivre*

## IR 09 - UNE BONNE GUERRE ÇA LEUR FERAIT DU BIEN !

« Une bonne guerre ça leur ferait du bien ». Cette formule, assez franco-française et désormais un peu datée, pense s'adresser aux jeunes générations qui ne comprennent pas leur bonheur. Mais de quel bonheur parle-t-on ? Les plus âgés, ceux qui ont connu la guerre, ont vécu les privations, les destructions, la perte des êtres chers, et donc pour beaucoup le désarroi et la douleur totale. La guerre en Ukraine déclenchée par l'attaque russe du 24 février 2022 ne fait que nous montrer que l'histoire se répète en permanence en de nombreux coins du monde et que nous ne sommes pas à l'abri de conflits majeurs voire définitifs en cas d'utilisation de l'arme nucléaire.

Mais, même si dans ce contexte, cette réflexion semble fragilisée, beaucoup ont encore le sentiment d'avoir la chance d'être né.e au bon moment et au bon endroit.

« Une bonne guerre » signifie donc simplement, sans doute pour certains avec un fond de jalousie, arrêter de paresser, avoir le sens du devoir, se confronter aux choses, à « la vraie vie ». Il faudrait se satisfaire d'un monde loin d'être parfait certes mais qui, comparé à d'autres pays, bénéficie encore d'un cadre politique, économique, social qui laisse de la place à l'expression démocratique, et d'un certain confort matériel, intellectuel et affectif. Mais justement, il s'agit désormais bien au contraire de se donner le droit d'en jouir.

L'Histoire des peuples s'accompagne des histoires de chacun.e et de la succession des générations d'adolescent.e.s qui tour à tour ont décidé d'apporter leur lot de perturbations au sein du confort parental, patriarcal, bourgeois, conservateur et de cesser de respecter les consignes de l'ordre établi. « Il faut bien que jeunesse se passe ». Mais arriva un moment où la jeunesse avait décidé qu'elle ne se passerait pas comme cela. Au plan Marshall porteur de ses bienfaits matériels succédèrent rapidement la succession des conflits liés à la décolonisation et les tensions de la guerre froide dont la guerre du Vietnam constitua à l'époque une sorte d'acmé.

Alors non, très clairement, à ce moment-là, pour les jeunes du monde occidental, il fallait que la guerre cessât et que prenne ensuite le relais d'une autre façon d'envisager le monde. Il ne s'agit pas de faire ici un raccourci de quarante ans d'histoire globale, mais pour savoir où nous en sommes désormais, il suffit d'évoquer la difficulté à définir aujourd'hui la notion de progrès, l'emprise des sphères néo-libérales porteuses de valeurs matérialistes et individualistes, les tentatives souvent conflictuelles pour donner une place sereine au monde religieux et spirituel, les dégâts considérables que l'on a pu constater dans le domaine social et environnemental ces quarante dernières années. Certes il y a des résistances, et la jeunesse n'est pas la seule à y croire, mais elles n'ont pas encore pu ou su à ce jour trouver les clés pour « renverser la table ». Et loin de là malheureusement, car même s'il existe des pistes essayant de renouveler notre rapport au monde, les forces contraires sont bien là. Et désormais, la « bonne guerre » est de retour. Celle des autoritarismes et de tous ses adeptes. Il s'agit de balayer les oppositions, de réduire le champ de la pensée, de stigmatiser, et de faire comprendre que le temps est venu de laisser la place et le pouvoir à un nouvel homme fort, providentiel. Le temps de garantir que seule par ce moyen-là la paix sociale reviendra.

Mais faut-il dans un pays que la paix s'installe à tout prix ? Serions-nous alors véritablement dans un État de droit ? Pour paraphraser une phrase célèbre et terrible concernant Varsovie en 1830, « le calme règne à Moscou », et la paix des cimetières ne règne-t-elle pas également à Grozny, Pyongyang et sur tant d'autres endroits du globe ? Le calme ne doit-il revenir qu'au prix de l'immobilisme d'une société figée autour d'un faux unanimisme, niant tout mouvement social, toute exigence de justice ? Évidemment non. Une société démocratique implique le débat, la libre expression, la force de proposition, l'opposition et la résistance. La notion même de conflit est au cœur de la vie en société. Faisons en sorte que ces conflits ne dégèrent pas dans la violence, mais bien au contraire fassent émerger les différences et les désaccords, avec l'objectif de trouver ensemble les solutions du vivre ensemble.

## IR 10 - L'HOMME EST INCAPABLE D'INSCRIRE LA PAIX DANS LA DURÉE

Plutôt qu'une idée reçue, c'est un constat. « Plus jamais ça ! » a-t-on entendu dire à la fin de la Première Guerre Mondiale. Et pourtant vingt ans après, autant dire dès le lendemain, on remettait ça, tant le Traité de Versailles contenait en son sein tous les germes du futur conflit.

### Pourquoi aux guerres succèdent les guerres ?

John Horne<sup>12</sup> interroge les modalités de réconciliation entre anciens ennemis, à l'échelle de l'Europe de l'après-1918, l'après-1945 et l'après-1989. Les enjeux de la réconciliation ont toujours des logiques inscrites dans un contexte historique. Les traités de paix intègrent le rapport de force que les vainqueurs souhaitent conserver sur les vaincus, mais également les rapports de forces envisagés entre vainqueurs. C'est toujours aux vainqueurs qu'il revient de jeter les bases de la paix future et le retour à la paix s'inscrit donc bien souvent dans une logique de domination dans laquelle la paix ne peut perdurer.

Pour imaginer pouvoir faire perdurer la paix, il faudrait sortir d'une histoire ancestrale qui encourageait à se faire justice soi-même et vénérât la logique guerrière, source de puissance et d'autorité. Cette logique a autorisé toutes sortes de crimes et portait sur l'humiliation de l'ennemi, grave erreur quand on sait ce que cela peut générer comme sentiments de rancœur, de haine de l'ennemi ou, dans le meilleur des cas, de simple esprit de revanche.

### La nostalgie des grands empires

La constitution de grands empires fait partie de l'histoire de l'humanité. Mais, à la soif de découvrir de nouveaux territoires et aux stratégies de conquêtes, à l'établissement de comptoirs commerciaux, à l'occupation militaire et à l'installation d'un pouvoir administratif ont pu succéder les défaites, les humiliations, les territoires se rétrécissant comme peau de chagrin. Puis, la conjonction d'événements et l'émergence de sauveurs providentiels peuvent autoriser certains d'entre eux à tenter de réécrire le cours de l'histoire passée. La Russie de Vladimir Poutine en est actuellement le meilleur exemple. La guerre déclarée à l'Ukraine le 24 février 2022 est la suite logique de l'accaparement politique de la Crimée et de la réinstallation de la Grande Russie dans ses frontières historiques « La Russie est par nature un empire dont les frontières respirent »<sup>13</sup>.

L'approche de R.T. Erdogan est peut-être potentiellement moins ambitieuse, mais toute aussi agressive. Fragilisé politiquement à l'intérieur de la Turquie, M. Erdogan active inconsciemment auprès de ses concitoyens la nostalgie de l'empire ottoman.

### Penser la paix par la voie de la réconciliation

Dans le cadre des négociations des traités de paix de la Première Guerre Mondiale, Woodrow Wilson, alors Président des Etats-Unis, propose la création de la Société Des Nations, dans le but « d'assurer au monde une paix perpétuelle ». Cette initiative est un échec, l'intérêt de chaque nation l'emportant sur l'intérêt collectif.

Pour autant, la naissance de la SDN représente bien un tournant révolutionnaire dans le domaine international, puisqu'elle postule que l'intérêt des puissants ne saurait être la règle unique de fonctionnement des rapports interétatiques. »<sup>14</sup>

Par ailleurs, dans un article déjà cité<sup>15</sup>, John Horne définit les logiques qui permettraient une véritable réconciliation, dont celle qui est de « surmonter les animosités héritées des conflits passés ». Au cœur de la problématique de réconciliation, engageant le présent et un avenir « en paix », se trouve la question du rapport aux blessures du passé. Le devoir de mémoire participe de la réconciliation.

À cet égard, l'Europe est reconnue pour sa capacité de réconciliation dans son histoire, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale et de l'après-guerre froide, mais également pendant l'entre-deux-guerres. La paix et la réconciliation seraient devenues des « valeurs européennes. » 16 En 2012, l'Union Européenne a reçu le prix Nobel pour sa contribution à la paix, à la réconciliation et à la démocratie sur le continent.

L'adoption en France de loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité, la création du Musée national de l'histoire et de la culture afro-américaines en 2003 à Washington, pour ne citer que ces 2 exemples, sont de véritables avancées culturelles qui vont dans le sens du développement d'un monde qui souhaiterait profondément la paix, même si ces luttes sont douloureuses et menées uniquement par les personnes concernées.

Faire perdurer, la paix est l'objectif que se donne l'Organisation des Nations Unies. Cette dernière a consacré l'année 2009 « Année internationale de la réconciliation ». Cette consécration a donné un élan à de nombreux travaux de recherche scientifique sur le processus de rapprochement et de réconciliation<sup>17</sup>. Cela signifie que la thématique commence à émerger et qu'elle est en train de devenir un sujet de réflexion pour les sociétés occidentales. En est par ailleurs la preuve la mise en place en 2016, par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH), de l'International Panel on Existing Violence (IPEV) – Rapport présenté en novembre 2019 -.

Vouloir inscrire la paix dans la durée, n'est donc pas une question de capacité, mais bien une question de volonté et de choix. Il s'agit de changer le paradigme qui structure l'organisation de nos sociétés et c'est exactement ce que font tous les mouvements qui promeuvent la culture de la paix.

## ***IR 11 – LA DEMOCRATIE EST LE SEUL REGIME QUI PUISSE ÊTRE VÉRITABLEMENT CONSIDÉRÉ COMME FACTEUR DE PAIX***

Si les pays occidentaux, représentants historiques de la question démocratique s'enorgueillissent d'être facteur de paix, c'est sans aucun doute parce que les démocraties contemporaines se sont construites sur l'idée de la perpétuer. La paix entre les nations est la mission fondatrice des Nations Unies. C'est une forme de pacte et un acte politique : les démocraties ne se font pas la guerre entre elles. Mais cela ne garantit pas la paix.

Il suffit de constater les conflits armés qui agitent les États-Unis depuis huit décennies – guerre froide, Vietnam, Afghanistan, ... - et surtout les dérives et les dévoiements des démocraties libérales capitalistes en terme de commerce, d'éducation et de culture.

La guerre commerciale n'est pas un jeu. Les morts réelles s'y comptent par milliers dans des sociétés façonnées par l'esprit de compétition, la domination, l'accaparement des richesses et des ressources et la recherche d'une puissance sans limite.

L'éducation et la culture semblent être facteurs et vecteurs de paix. Mais qu'en est-il lorsque l'Histoire fait la part belle aux conquêtes et à l'anéantissement des populations, ou quelle est réécrite au service de dictatures à venir ? Et que l'extrême richesse et diversité des langues et des cultures de la planète est quotidiennement menacée par les grandes puissances commerciales.

Et non, la démocratie n'est pas en soi un facteur de paix. La paix se construit, elle ne se décrète pas. Dans un contexte sur le fil du rasoir – risque environnemental, risque nucléaire, tensions géopolitiques - , il semble aujourd'hui nécessaire de reconsidérer le sens politique et le vivre ensemble avec l'objectif de façonner et cultiver la culture de la paix par opposition à la culture de la guerre en action.